

Budget—M. Allard

de reconnaître que la liberté d'être syndiqué ou non constitue un droit fondamental pour chaque travailleur; la troisième, à encourager une plus grande productivité pour faire descendre les prix. Il a institué la semaine de travail de 48 heures et les heures supplémentaires ont été exonérées d'impôt.

Nous ne trouverons pas de solution au Canada en dépensant et en empruntant encore davantage pour les services sociaux, tout en consacrant moins d'argent aux stimulants individuels. Nous ne pouvons encourager le chômage chronique en accroissant les allocations sociales, car cela risque de transformer une nouvelle génération en pupilles de l'État. Nos problèmes ne trouveront pas non plus leurs solutions à l'étranger. Leur règlement se fera à l'intérieur de notre pays dont l'unité ne sera jamais définitivement assurée si son économie demeure malade.

Il n'est donc pas étonnant que nos concitoyens éprouvent quelque amertume lorsqu'ils regardent les annonces publicitaires à la télévision américaine pour des automobiles qui coûtent \$2,000 de moins que les nôtres. Cela est particulièrement agaçant pour tous ceux qui se rendent compte que l'automobile en question a été fabriquée au Canada. Les appareils électroménagers se vendent bien moins cher aux États-Unis. Beaucoup d'appareils américains sont identiques aux modèles canadiens construits au Canada par la même société dont le siège social se trouve aux États-Unis. Le prix des maisons est beaucoup plus élevé au Canada. Les taux d'intérêt sur les hypothèques atteignent parfois le double de ce qu'ils sont aux États-Unis et ne sont pas déductibles de l'impôt comme c'est le cas là-bas. Les impôts de plus en plus élevés sur le revenu personnel que doivent acquitter les contribuables pour financer les programmes sociaux ne font qu'accroître leur sentiment de frustration.

L'un de nos vrais problèmes, c'est l'incapacité du gouvernement fédéral de négocier valablement avec le secteur public. Les grilles salariales échappent à tout contrôle, poussant sans raison le secteur privé à égaler les hausses salariales de la Fonction publique.

Cependant, je pense que le vent est en train de tourner. Nous finirons par comprendre qu'un retour au système de l'intérêt pécuniaire est le seul moyen de ramener la prospérité. Nous devrions utiliser nos excédents d'énergie et nos grandes ressources naturelles pour négocier des accords commerciaux bilatéraux, avec les États-Unis en particulier, avec le Japon et la Communauté économique européenne aussi, de façon à promouvoir une croissance importante de notre secteur secondaire.

Si nous nous entendons pour exporter aux États-Unis plusieurs centaines de millions de pieds cubes de gaz naturel, pour les dépanner dans leur pénurie de gaz, il n'est pas déraisonnable de demander qu'une partie de ces exportations soit constituée par des produits manufacturés réalisés grâce à notre gaz naturel. Il semble que les États-Unis soient disposés à étudier un pareil accord. Comme ils sont notre principal associé commercial, c'est par là qu'il faut commencer.

Une des fictions qui ont marqué la décennie écoulée, c'est que nos droits politiques garantissent l'égalité en toutes choses. Que pourrait-il y avoir de plus insidieux? On veut que tous soient égaux non seulement au départ mais à l'arrivée. Eh bien, c'est impossible! L'égalité pour tous d'accord, non seulement au départ mais dans la règle du jeu. Ce qui est garanti,

ce doit être la liberté, liberté de réussir ou d'échouer, liberté de tirer le maximum de chaque disposition que nous avons, liberté d'accomplir la course du mieux que nous pouvons, liberté en fin de compte de retirer la récompense de cet effort. Il faut un changement de politique, un changement d'attitude, un changement de perspectives, un Canada nouveau doté d'un gouvernement nouveau.

[Français]

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, il me fait plaisir de prendre la parole et d'exprimer mes opinions sur le budget, surtout par les temps difficiles que nous connaissons actuellement. Pour analyser ce budget, monsieur le président, il faut le placer dans la conjoncture économique et politique actuelle. On ne peut faire un budget dans un vase clos sans tenir compte de la réalité dans laquelle on vit. J'aimerais également signaler certains points frappants sur lesquels le gouvernement s'obstine à tout donner aux riches et rien aux pauvres.

Mais en premier lieu, j'aimerais commenter le remboursement de 2 p. 100 sur la taxe provinciale de vente que le gouvernement se propose de faire. Ce sont encore les petits qui vont payer, car le gouvernement va être obligé de reprendre cet argent ailleurs ou le transférer sur la dette déjà lourde. De plus le gouvernement aurait dû nous donner ou nous présenter des solutions relevant de sa juridiction et non pas se substituer aux provinces. Je ne suis pas opposé à une aide fédérale dans un sens, mais après avoir pris auparavant certaines mesures comme une baisse de la taxe fédérale, une diminution d'impôt à la source qui devrait être portée, à mon sens, au moins à \$4,000 au lieu de \$2,700, le gouvernement aurait dû aussi augmenter la taxe d'accise sur des produits importés que nous pourrions facilement produire au Canada nous-mêmes. Ce n'est pas «virer» le monde à l'envers que d'avoir une politique protectionniste sur la controverse entre les propositions du gouvernement du Québec et celles du gouvernement d'Ottawa. A mon avis, la proposition du ministre des Finances (M. Chrétien) est inadaptée aux besoins des Québécois. Le Québec ne produit presque pas d'automobiles et une réduction de 2 p. 100 sur ce produit ne serait pas utile pour cette province. Le dernier budget a fait la preuve que le gouvernement est incapable d'appliquer des mesures qui tiennent compte des besoins particuliers des provinces en général.

J'aimerais discuter maintenant des sommes allouées à la recherche et au développement. Les nouveaux crédits d'impôt que le gouvernement propose pour la recherche et le développement sont un autre exemple de solutions inadéquates à régler les problèmes de l'heure. Le gouvernement veut permettre aux sociétés de déduire 50 p. 100 de leurs dépenses supplémentaires se rapportant à la recherche et au développement. On parle ici surtout de la recherche appliquée, car on veut de nouvelles technologies pour l'amélioration des produits déjà connus. Cependant, ces nouveaux crédits d'impôt favorisent les grandes entreprises qui sont déjà favorisées par les mesures gouvernementales. Pourtant on ne fait rien pour aider les chercheurs indépendants. La situation du chercheur au Canada est inacceptable. J'aimerais citer un paragraphe d'un article de Margaret Munro, publié dans l'*Ottawa Citizen* du